



Communiqué de presse – 1^{er} juillet 2016
Coalition PLUS, AIDES

La création d'une ExpertE indépendantE sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre Une nouvelle ère pour la lutte mondiale contre le sida

Alors que la Marche des Fiertés s'apprête à défiler ce samedi dans les rues de Paris, les Nations Unies se dotent d'un ExpertE indépendantE sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Une victoire historique pour la défense des droits des personnes LGBTI qui ouvre une nouvelle ère pour la lutte mondiale contre le sida.

Malgré les tentatives de blocage de plusieurs pays conservateurs, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a adopté hier soir à Genève la résolution¹ sur « la protection contre les violences et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre » qui prévoit pour la première fois la création d'un Expert indépendant. C'est le résultat d'une bataille de longue haleine menée par plus de 500 ONG d'au moins 100 pays².

CetTE ExpertE aura pour mission de documenter et de dénoncer les discriminations et les violations des droits humains que subissent les personnes lesbiennes, gays, bies, trans et intersexuées (LGBTI) partout dans le monde. Aujourd'hui encore, à cause de leur orientation sexuelle, des millions de personnes sont victimes de meurtres, d'agressions, d'enlèvements, de torture, mais aussi de discriminations dans l'accès à la santé, au logement, ou encore au travail.

Défendre les droits des personnes LGBTI, c'est aussi lutter contre le sida

Bien que son mandat ne soit que de trois ans, l'ExpertE indépendantE constitue un outil efficace de défense des droits humains qui, jusqu'à présent, manquait cruellement aux personnes LGBTI. C'est aussi une avancée considérable pour la lutte mondiale contre le sida.

En effet, la stigmatisation et les discriminations agissent comme une véritable barrière à l'accès à la santé pour les personnes LGBTI. La prévalence du VIH est ainsi 19 fois plus élevée chez les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes que dans la population générale, et presque 50 fois plus élevée chez les femmes trans³. Dans certains pays, comme en Afrique du Sud, les violences sexuelles punitives à l'égard des femmes ayant des relations sexuelles avec d'autres femmes augmentent leur exposition au virus.

« Avoir obtenu un poste d'Expert indépendant, cela peut changer la donne face au VIH. Si le contexte socio-politique devient plus tolérant à l'égard des personnes LGBTI, alors la riposte contre le sida pourra

¹ Cette résolution a été initiée par sept pays d'Amérique latine (Brésil, Mexique, Argentine, Chili, Uruguay, Costa Rica, Colombie). 23 pays ont voté pour, 18 contre et 6 se sont abstenus.

² Alors que les Nations Unies reconnaissent depuis 1994 les violences et les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, ce n'est qu'en 2011 qu'un Haut-commissaire est mandaté pour faire un rapport sur le sujet. En 2014, un second rapport est produit et les Etats sont encouragés à poursuivre le dialogue, tandis que plus de 500 ONG d'au moins 100 pays réclament la création d'un poste d'Expert indépendant aux Nations Unies. Ce n'est qu'aujourd'hui que la bataille est enfin gagnée.

³ Communiqué de presse de l'OMS, « Les personnes les plus exposées au risque d'infection à VIH ne bénéficient pas des services de santé dont elles ont besoin », 11 juillet 2014 : <http://www.who.int/mediacentre/news/releases/2014/key-populations-to-hiv/fr/>

se déployer plus efficacement auprès des populations homosexuelles et trans qui sont les plus éloignées des centres de soins », explique Alain Kra, responsable des Droits humains de l'association ivoirienne de lutte contre le sida Espace Confiance.

Cette prise de position du Conseil des Droits de l'Homme est d'autant plus importante que la Déclaration politique sur la fin du sida adoptée par les Etats membres des Nations Unies le 8 juin dernier a quasiment éclipsé les populations clés⁴ de la feuille de route mondiale contre le VIH.

« La création d'un mandat d'expert indépendant mettra en évidence les difficultés rencontrées par les personnes LGBTI pour se protéger du VIH, précise Aurélien Beaucamp, Président de AIDES et administrateur de Coalition PLUS. L'accès à la prévention et au traitement contre le VIH est un enjeu de vie ou de mort pour ces personnes. C'est aussi un enjeu pour la santé publique mondiale, alors qu'on sait qu'on peut mettre fin au sida d'ici 2030. »

« La création d'un poste d'Expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre est une excellente nouvelle pour la lutte mondiale contre le sida. Mais nous avons aussi besoin de financements supplémentaires pour déployer des structures de santé sexuelle adaptées aux besoins des personnes LGBTI, sans quoi ces efforts risquent de rester lettre morte. Selon l'ONU, 16 millions d'hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes et 1 million de femmes trans doivent d'urgence accéder à des services de prévention et de soin contre le sida. Or, les financements du Fonds mondial de lutte contre le sida sont insuffisants », rappelle Hakima Himmich, Présidente de Coalition PLUS.

Contact presse :

Camille SARRET, Coalition PLUS, 07 81 73 34 77
csarret@coalitionplus.org

⁴ Selon la terminologie d'ONUSIDA, les populations clés sont les populations les plus exposées au virus du sida : les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes, les professionnelles du sexe, les injecteurs de drogues et les trans.